



# FÉDÉRATION INTERNATIONALE POUR LA JUSTICE EN CHINE

JOURNAL D'INFORMATION - GRATUIT - JUILLET 2008



« Le PCC (Parti communiste chinois), plus jamais ! »

La Chine a ratifié le 4 octobre 1988 la convention du 10 décembre 1948 contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, elle a également ratifié le 2 mars 1992 la convention internationale des droits de l'enfant du 20 novembre 1989 et en mars 2004, elle a intégré dans sa constitution une disposition en vertu de laquelle les droits de l'homme seraient respectés et garantis par l'État. Nous attirons votre attention sur la situation en Chine, plus qu'alarmante malgré toutes ces mesures.

Depuis 1949 jusqu'à présent 80 millions de personnes sont mortes de mort non naturelles, victimes des révolutions successives menées par le PCC (Parti communiste chinois). La lutte des classes, principe fondateur de ce régime, a eu pour résultat un « génocide » des classes.

• La réforme agraire a étiqueté vingt millions de ruraux de « propriétaires terriens, paysans riches, réactionnaires ou mauvais éléments ». Ainsi persécutés, la classe des propriétaires fonciers a été éliminée.

• Les réformes dans l'industrie et le commerce ont servi à éliminer la classe capitaliste. Chen Yi, maire de Shanghai, demandait chaque jour :

« Combien de parachutistes avon-nous eu aujourd'hui ? » en faisant référence aux capitalistes qui s'étaient suicidés en se jetant du haut des immeubles.

• Des statistiques incomplètes indiquent que dans les années 1950, le PCC a persécuté, exécutions comprises, au moins trois millions de croyants religieux et de membres de groupes clandestins.

• Le mouvement anti-droitier, qui a d'abord encouragé les gens à s'exprimer en promettant qu'il n'y aurait pas de représailles, a finalement qualifié 540 000 d'entre eux de « droitiers ». Parmi eux, 270 000 perdirent leur emploi et 230 000 furent étiquetés « droitiers modérés » ou « éléments anti-socialistes », « anti-PCC ».

• Chaque année se sont succédées les politiques du « Grand Bond en avant » telles qu'« atteindre une production céréalière de 7,5 tonnes par hectare », « doubler la production d'acier » et « surpasser la Grande-Bretagne en dix ans et les États-Unis en quinze ans ». Ces politiques aboutirent à une grande famine nationale qui coûta des millions de vies.

• Selon des chiffres prudents, le nombre de morts non naturelles en Chine pendant la Révolution

culturelle est estimé à 7,73 millions. Or, les pics de morts non naturelles n'ont pas eu lieu dans des épisodes de rébellion mais lors de périodes stables, comme en 1968 où Mao a repris le contrôle du pays.

• Le 4 Juin 1989 des centaines à plusieurs milliers d'étudiants, intellectuels et ouvriers chinois ont été massacrés sur la Place Tian'anmen pour avoir dénoncé de façon pacifique la corruption du Parti communiste, en manifestant et faisant la grève de la faim. Mais en guise de réponse, le gouvernement n'a pas hésité à faire intervenir l'armée et les tanks.

• Depuis juillet 1999 l'ancien chef du Parti communiste, Jiang Zemin, a mobilisé la police, les agents secrets et les départements des affaires étrangères pour réaliser la persécution contre le Falun Gong. Les chaînes de radio, télévision, les journaux et d'autres médias ont tous été utilisés pour diffamer et calomnier continuellement le Falun Gong dans le but d'inciter l'opinion publique à la haine générale du Falun Gong. La persécution brutale cherchait à détruire des millions de pratiquants, physiquement et mentalement par l'usage de la torture et du lavage de cerveau, économiquement à travers le déni d'embauche et l'extorsion,

socialement en déchirant des familles par la détention, le divorce forcé, la délocalisation, certains venant à se trouver sans domicile pour éviter l'arrestation. La maltraitance physique, fréquente, et des milliers de cas de torture ont eu comme conséquence des morts innombrables et ont rendu de nombreux survivants handicapés.

Le régime communiste chinois rejoint ce qu'a été le régime nazi ou le régime soviétique. Aujourd'hui les personnes étiquetées « dissidentes » sont : les pro-démocrates et dissidents de Tiananmen, les indépendantistes taiwanais, les moines tibétains, les pratiquants de Falun Gong, les musulmans ouïghours, les chrétiens et bouddhistes des lieux de cultes « clandestins ». Ils sont envoyés aux camps de travaux forcés : les laogai où les tortures sont pratiquées en vue de les faire renoncer à leur conviction ou pratique, qu'elle soit politique, religieuse ou spirituelle.

Depuis mars 2006, nous savons que des hôpitaux dans toute la Chine détiennent des prisonniers - en extrême majorité des pratiquants de Falun Gong - en vue de prélever leurs organes, répondant ainsi au besoin des patients en attente d'une greffe. Les restes des victimes, encore vivantes, sont incinérés pour effacer toute trace.

Nous dénonçons et condamnons les actes de persécution lancés par le régime du Parti communiste chinois.

Au vu des massacres perpétrés par le PCC contre sa propre population, nous ne pouvons soutenir plus longtemps ce régime coupable de tant de crimes. C'est pourquoi nous apportons tout notre soutien aux personnes ayant démissionné du Parti communiste chinois et encourageons les autres à dire « non » au PCC en démissionnant du PCC et de ses affiliations (Ligue de la jeunesse communiste, Mouvement des jeunes pionniers).

Notre objectif est de fournir des informations utiles à tous, pour que la vérité éclate enfin au yeux du monde. Il faut noter que le régime communiste chinois est très avare en informations en ce qui concerne ses affaires intérieures. Nos articles sont cependant basés sur des recherches et témoignages réels, car des victimes du PCC ont bien voulu partager leurs terribles expériences avec nous, dans l'espoir que ces crimes cessent le plus tôt possible !

F. I. J. C.



La dignité humaine et les Jeux Olympiques de 2008 Page 2



Le cas du Falun Gong Page 3



La Résolution du Parlement Européen Page 4



HU Jia et sa famille sont en Danger Page 5



La persécution envers les religions en Chine Page 6



Relation sino-africaine, un vrai partenariat Gagnant-gagnant? Page 7



Réactions anti-françaises en guise de réponse à l'appel aux droits de l'homme Page 8



## LA DIGNITÉ HUMAINE ET LES JEUX OLYMPIQUES DE 2008

Notes pour l'Allocution de David Kilgour, ancien Secrétaire d'Etat canadien (Asie-Pacifique) et Membre du Parlement au Relais mondial de la Flamme des droits de l'homme, Place du Canada, Montréal, 10 mai 2008

David Matas et moi avons conclu suite à notre enquête indépendante l'année dernière que depuis 2001 l'État chinois et ses agences ont tué des milliers de pratiquants de Falun Gong, sans aucune forme de procès judiciaire, et ont ensuite

vendu leurs organes vitaux pour d'importantes sommes d'argent, souvent à des touristes à la recherches d'organes, ou "organ tourists" venus de pays riches. (Notre rapport est disponible en 19 langues à [www.organharvestinvestigation.net](http://www.organharvestinvestigation.net))

Aucune de ces morts n'aurait lieu si le peuple chinois bénéficiait de la primauté du droit et d'un gouvernement qui croyait en la valeur intrinsèque de chaque individu....

suite page 2



## LE MALHEUR D'UNE FILLETTE DE 7 ANS

Gong Yu, une fillette de sept ans de la province de Heilongjiang, pleure souvent devant les photos de ses parents, persécutés par la police du régime totalitaire chinois, parce qu'ils pratiquent un Qi Gong traditionnel chinois appelé Falun Gong. Elle écrit également des lettres à son papa et à sa maman et elle envoie des dessins avec. Dans une lettre qu'elle a écrite : « Papa, quand vous reviendrez à la maison, je vous donnerai une tasse pleine de mes larmes. Papa et Maman, s'il vous plaît revenez vite à la maison. Je suis une très bonne fille maintenant. C'est si injuste! »...

suite page 3



## LE SÉISME DU SICHUAN AVAIT ÉTÉ ANNONCÉ

Le gouvernement chinois a eu connaissance d'un très fort risque de tremblement de terre bien avant la date fatidique du 12 mai 2008...

suite page 5

# LA DIGNITÉ HUMAINE ET LES JEUX OLYMPIQUES DE 2008

Notes pour l'Allocution de David Kilgour, ancien Secrétaire d'Etat canadien et Membre du Parlement au Relais mondial de la Flamme des droits de l'homme, Place du Canada, Montréal, le 10 mai 2008

## Les Prélèvements d'organes

David Matas et moi avons conclu suite à notre enquête indépendante l'année dernière que depuis 2001 l'État chinois et ses agences ont tué des milliers de pratiquants de Falun Gong, sans aucune forme de procès judiciaire, et ont ensuite vendu leurs organes vitaux pour d'importantes sommes d'argent, souvent à des touristes à la recherche d'organes, ou "organ tourists" venus de pays riches. (Notre rapport est disponible en 19 langues à [www.organharvestinvestigation.net](http://www.organharvestinvestigation.net))

Aucune de ces morts n'aurait lieu si le peuple chinois bénéficiait de la primauté du droit et d'un gouvernement qui croyait en la valeur intrinsèque de chaque individu. La vie humaine semble n'avoir pas davantage de valeur pour le Parti que l'environnement, la sécurité au travail, le système de santé ou le bien-être de moines bouddhistes au Tibet et au Myanmar. Selon moi, c'est la combinaison toxique de la gouvernance totalitaire et d'une forme de capitalisme où tout est permis qui fait à ce nouveau mal de persister à travers la Chine.

Il n'existe à ce jour, depuis juillet 1999, aucun cas rapporté indépendamment d'un pratiquant de Falun Gong ayant utilisé la force pour répondre à une attaque policière. L'ancien Rapporteur de l'ONU sur la torture Manfred Novak, a conclu à la suite de sa visite en Chine il y a un an que les deux tiers des personnes torturées à travers le pays étaient des pratiquants de Falun Gong.

## L'Association Médicale Chinoise

L'Association Médicale Chinoise s'est récemment déclarée d'accord avec l'Association Médicale Mondiale à l'effet que les touristes à la recherche d'organes ne pourraient plus obtenir de transplantations en Chine. Il reste à voir si cela n'est pas qu'un exercice de relations publiques pour les Olympiques. Une autre inquiétude est que les organes prélevés chez des pratiquants de Falun Gong soient maintenant vendus à de riches patients chinois, avec ce commerce honteux



David Kilgour au Relais mondial de la Flamme des droits de l'homme, Place du Canada, Montréal, le 10 mai 2008

continuant avec les mêmes volumes.

Matas et moi avons parlé à un certain nombre de pratiquants de Falun Gong dans plusieurs pays, qui ont été envoyés dans des camps de travaux forcés depuis 1999, et qui sont plus tard parvenus à quitter ces camps et la Chine elle-même. Ils nous ont raconté qu'ils travaillaient dans des conditions épouvantables jusqu'à 16 heures par jour sans salaire et avec peu de nourriture, plusieurs dormant dans la même chambre, fabriquant des produits destinés à l'exportation, qu'il s'agisse de vêtements, de baguettes ou de décorations de Noël pour des compagnies multinationales.

## Les Olympiques de Pékin

Presque tous les observateurs indépendants s'entendent pour dire que la répression en Chine s'intensifie à l'approche des Jeux Olympiques et Paralympiques. Les leaders nationaux qui prévoient assister aux Jeux, les gouvernements, les médias et les commanditaires corporatifs devraient donc indiquer à leur public ce qu'ils font pour tenter de renverser cette tendance. Sinon, ils risquent d'être gravement entachés parce ce qui pourrait devenir, selon un porte-parole de Human Rights Watch, « un fiasco

des droits de la personne. »

Être le pays hôte des Jeux Olympiques tout en intensifiant la persécution des communautés et des individus parmi sa propre population est irrécyclable avec la Charte Olympique moderne. Il est difficile à dire qui semble le moins bien comprendre ce point—le gouvernement chinois ou le Comité international olympique (CIO). Le premier espère qu'en dépensant des sommes énormes pour installations—par le fait même obligeant des milliers de familles à quitter leur maison par la force et sans compensation adéquate—l'aidera à améliorer sa réputation internationale.

L'État chinois espère que les visiteurs étrangers—et de façon plus importante, ceux regardant la télévision à la maison—remarqueront au mois d'août le nouvel aéroport de Pékin en forme de dragon, le stade national en forme de nid d'oiseau, et les épreuves sportives plutôt que les implications pour ses citoyens de son maintien d'un contrôle politique absolu, de même que sa défense de l'autocratie à travers le monde.

## Les Olympiques du génocide

Nombre des dictatures les plus brutales du monde sont tombées sous

l'emprise de Pékin lors de sa quête pour des ressources naturelles. Je n'ai qu'à mentionner le Soudan, mais je vous demanderais de réfléchir à comment un gouvernement qui fait ces choses terribles au Tibet, au Myanmar, au Turkestan oriental/Xinjiang, en Ouzbékistan, au Zimbabwe et ailleurs dans le monde peut-il être autorisé par le CIO à accueillir les Olympiques?

Dans la province du Darfour au Soudan, depuis avril 2003, on estime qu'entre 400,000 et 450,000 civils Africains ont été tués par les bombes, balles et incendies orchestrés par le gouvernement militaire de Bashir à Khartoum, où sont morts de causes analogues, comme la famine et la maladie.

Le gouvernement chinois continue d'aider de plusieurs façons le Soudan de Bashir, dont le financement et l'approvisionnement en armes contre la vente à bas prix de la plus grande partie de la production soudanaise de pétrole. Depuis que le massacre a commencé en 2003, l'État chinois a aussi menacé d'utiliser son veto au Conseil de sécurité des Nations Unies afin de bloquer toute possibilité d'action efficace de l'ONU contre le Soudan.

## Des ombres croissantes sur les Jeux

Le monde a hâte aux Jeux Olympiques parce qu'ils mettent en vedette le meilleur talent athlétique de la famille des nations. Les Jeux cette année font face à de plus en plus de critiques car le gouvernement hôte demeure l'un des violeurs les plus flagrants et systématiques de la dignité humaine.

Les Jeux Olympiques et les mouvements pour les droits de la personne à travers le monde partagent les mêmes buts: l'unité, la dignité et l'égalité entre tous les membres de la famille humaine. Quand cet objectif est systématiquement violé par le gouvernement qui accueille des Jeux Olympiques, le mouvement olympique au complet perd de sa crédibilité.

Le CIO devrait demander aux

organisateurs des Jeux Olympiques de 2008 qu'ils se conforment à la Charte Olympique et s'abstiennent d'actes discriminatoires sur tout groupe ou individu durant les Jeux. En tant que consommateurs, nous devrions commencer à poser de sérieuses questions aux commanditaires corporatifs des Jeux, tels Manulife, Visa, Kodak, Samsung, Panasonic, Omega, Johnson & Johnson, McDonald's, General Electric, John Hancock et Coca-Cola. Leur silence implique leur assentiment avec ce qui se passe à travers la Chine.

Mia Farrow, Steven Spielberg, Uma Thurman et plusieurs autres à travers le monde se sont déjà prononcés en faveur de la dignité humaine aux Olympiques de 2008. Minky Worden de Human Rights Watch n'a-t-elle pas raison quand elle dit que les commanditaires corporatifs, les gouvernements et les Comités olympiques nationaux devraient pousser Beijing à améliorer les conditions des droits de la personne en Chine? « Les commanditaires corporatifs olympiques mettent leur réputation en jeu s'ils ne tentent pas de convaincre le gouvernement chinois de maintenir les engagements en matière de droits de la personne qu'il a pris afin d'amener les Jeux à Pékin. »

Nous devrions d'ailleurs tous le faire. Nous demandons au gouvernement chinois d'honorer les promesses qu'il a faites quand il a soumis sa candidature pour accueillir les Jeux. Si vous êtes d'accord, je vous prie de faire pression sur votre propre gouvernement et votre Comité olympique national pour qu'il appelle le gouvernement chinois au respect de ses engagements.

En résumé, je pense que la situation des droits de l'homme à travers la Chine s'est dégradée et que les officiels du gouvernement canadien ne devraient pas participer à l'ouverture des Jeux olympiques. Cette action fait une remarque mais elle ne pénalise pas aux athlètes lesquels se sont entraînés par beaucoup de temps.

Merci.

Texte fourni  
par M. David Kilour

## Vente d'organes de prisonniers exécutés

Depuis plusieurs années, des journaux et ONG dénoncent le trafic d'organes de prisonniers exécutés en Chine. Les témoignages se multiplient, qui semblent montrer que les autorités exécutent en fonction de la « demande » d'organes.

Sous le pont Marco Polo, à l'Ouest de Pékin, un trou est creusé dans le sol. Les prisonniers s'y écroulent quelques secondes après avoir reçu une balle dans la tête, ensuite leur corps est glissé dans un sac, puis enfourné dans une camionnette médicale. Dans le fourgon, qui file en direction de l'hôpital, les instruments sont déjà prêts. Tandis que le foie ou les reins du prisonnier lui sont extirpés à grands coups de bistouri, un patient s'endort lentement à l'hôpital. Il a payé cher pour obtenir rapidement cet organe dont il a besoin pour rester en vie. Souvent sans savoir qu'une autre personne a perdu la sienne : pour cela les tests de compatibilité entre le « donneur » et le receveur ont été faits avant l'exécution.

On voudrait ne pas y croire, et pourtant... Les preuves se multiplient et convergent. En Chine, les exécutions de prisonniers deviendraient un véritable « business » pour le gouvernement. Alors que partout dans les pays occidentaux, les organes humains manquent pour sauver des patients, la Chine, elle, n'hésite pas à faire recette en vendant les organes des prisonniers exécutés. Le scandale est connu depuis plusieurs années. Le récit qui précède se base sur les révélations d'un ancien policier chinois, Sun Liyong, prisonnier pendant sept ans pour avoir trop parlé et aujourd'hui en exil en Australie. Mais, avant lui, en 1994, l'association

Human Rights Watch publiait déjà un rapport sur le sujet. Elle reprenait des documents classés secrets par le gouvernement chinois, mais récupérés par Amnesty International et qui évoquaient déjà le prélèvement d'organes sur les corps de prisonniers exécutés au début des années 1980.

## Foies et reins en vente sur Internet

C'est notamment grâce à la Société Britannique de Transplantation que l'opinion aura été alertée. A force de voir des patients en attente de dons d'organes s'envoler pour la Chine, les chirurgiens britanniques se sont posés des questions. En quelques « clics » sur Internet, ils ont découvert qu'en Chine existait un véritable marché des organes : 62 000 dollars le rein, 150 000 dollars le poumon, ou encore 30 000 dollars pour une cornée.

Surpris par la rapidité avec laquelle ses patients parvenaient à se « fournir » en organes en Chine, la Société Britannique de Transplantation a poussé son enquête. Selon elle, les dates d'exécutions des prisonniers chinois seraient choisies en fonction des demandes d'organes. Les transplantations doivent en effet être faites dans les 12 heures pour un foie, et dans les 36 heures pour un rein.

Leur découverte a été corroborée par d'autres témoignages et d'autres enquêtes. Le 06 juillet 2006, deux Canadiens, le député David Kilgour et l'avocat international des Droits de l'Homme David Matas publiaient un rapport dans lequel ils dénonçaient le prélèvement d'organes des prisonniers de conscience membres du mouvement spirituel Falun Gong.

Selon eux, depuis 1999, date du début de la répression contre le Falun Gong, il y aurait eu plus de 41 500 cas de transplantations pour lesquels il n'était pas possible d'avoir des informations sur les donneurs. Pour eux, il ne peut donc pas s'agir d'un simple « don » d'organe.



Le Dr Chen Zonhwa, chirurgien spécialiste des transplantations dans la province du Hunan, a décidé de briser le silence en révélant que le prélèvement d'organe était « systématique » chez les prisonniers exécutés.

Marie Holzman, sinologue qui s'est vue interdire l'accès au sol chinois, reçoit souvent des amis venus de Chine. Lors d'une rencontre entre l'un de ses amis et Robert Badinter, qui a défendu l'abolition de la peine de mort en France, elle a assisté à un

échange pour le moins surprenant. S'étonnant des réticences des Chinois à abolir la peine capitale, le célèbre avocat français s'est vu répondre qu'aujourd'hui, il y avait aussi « le problème des transplantations d'organes ». Autrement dit, la transplantation des organes des condamnés s'est révélée si lucrative qu'elle constitue désormais un obstacle de plus à l'abolition de la peine capitale.

## Un chirurgien nommé Yu prélevant des organes humains a été identifié

Tandis qu'il s'adressait au Bureau de l'Administration des Douanes, Jin a remarqué un panneau d'information révélant la preuve d'un commerce de prélèvements d'organes en Chine sur des Praticants de Falun Gong emprisonnés.

Jin a immédiatement identifié un chirurgien, nommé Yu.

Cela faisait plus d'un an depuis que le premier témoin, Peter, avait révélé que l'Hôpital de Sujiatun était l'un des nombreux hôpitaux en Chine où étaient prélevés des organes sur les pratiquants de Falun Gong de leur vivant pour en faire un commerce. Peu après, l'ex-épouse d'un chirurgien trafiquant d'organes, Annie, et un médecin militaire de Shenyang ont révélé plus de détails épouvantables,

révélant que ce crime honteux est une directive d'état, appliquée à l'échelle nationale. Jin est le quatrième témoin direct chinois à confirmer les rapports sur les prélèvements d'organes en Chine sur des pratiquants de Falun Gong.

Selon Jin, un ami nommé Yu travaillait comme chirurgien à l'hôpital de Sujiatun avant de partir à la retraite. Après qu'un grand nombre de pratiquants de Falun Gong aient été emprisonnés, Yu fut rappelé à l'hôpital, travaillant exclusivement aux prélèvements d'organes de pratiquants de Falun Gong.

Jin dit qu'il est de Sujiatun et il sait très bien ce qui s'y est produit. La collecte d'organes avait lieu un peu au nord de l'École Moyenne No. 46 de Sujiatun. Jin a dit qu'il a été autrefois une victime de la Révolution Culturelle et qu'il connaît les crimes du Parti communiste chinois (PCC). Il lit souvent les documents du Falun Gong et dit qu'il croit que ces informations sont vraies. Il a publié ses déclarations de démission du PCC et des organisations affiliées sur le site Internet de La Grande Époque en chinois. Jin est âgé de 63 ans. Il demande actuellement la nationalité coréenne.

Le 06 juillet 2006, l'ancien secrétaire d'état canadien pour l'Asie-Pacifique, David Kilgour et l'avocat international des Droits de l'Homme, David Matas, ont dévoilé le contenu de leur enquête indépendante, qui établit les allégations de collectes d'organes à large échelle sur des pratiquants de Falun Gong et montre qu'il s'agit d'une opération en cours à l'échelle de la nation, impliquant des camps de travaux forcés majeurs et des hôpitaux en Chine. (Le rapport complet sur les collectes d'organes Kilgour-Matas est disponible en ligne <http://organharvestinvestigation.net/>).

Pascal HARTMAN

# LE MALHEUR D'UNE FILLETTE DE 7 ANS



Photo de Gong Yu 7 ans

Gong Yu, une fillette de sept ans de la province de Heilongjiang, pleure souvent devant les photos de ses parents, persécutés par la police du régime totalitaire chinois, parce qu'ils pratiquent un Qi Gong traditionnel chinois appelé Falun Gong. Elle écrit également des lettres à son papa et à sa maman et elle envoie des dessins avec. Dans une lettre qu'elle a écrite : « Papa, quand vous reviendrez à la maison, je vous donnerai une tasse pleine de mes larmes. Papa et Maman, s'il vous plaît revenez vite à la maison. Je suis une très bonne fille maintenant. C'est si injuste! Je n'ai pas mon papa et ma maman à la maison. Maintenant papa ne me reconnaît même pas. Je ne peux pas voir maman, non plus. » La petite Gong Yu est impatiente de voir ses parents revenir. Elle invite tous les hommes et les femmes au bon cœur à sauver son père et elle attend impatiemment la fin de la persécution.

Le père de Gong Yu, Gong Fengqiang, a été arrêté le 22 décembre 2006 et incarcéré au centre de détention du comté de Yilian, où il a fini mentalement traumatisé suite à la brutalité des mauvais traitements. Il ne pouvait identifier personne, y compris ses parents ou sa fille. En dépit de son état, la police l'a encore condamné à cinq ans de prison. Il a été envoyé à la prison de Lianjiangkou dans la ville de Jiamushi. Les membres de sa famille ont, à plusieurs reprises, lancé



Gong Fengqiang, père de Gong Yu

un appel aux fonctionnaires de la prison pour sa libération pour raison médicale, mais ils ont été ignorés. Sa santé se détériore.

La mère de Gong Yu a décidé de quitter la maison pour éviter le harcèlement de la police. La grand-mère de la fillette (la mère de Gong Fengqiang) souffre d'une maladie de cœur, de rhumatismes articulaires, et de plusieurs autres maux. Elle s'inquiète pour son fils. Le grand-père souffre d'une maladie récurrente, pourtant il essaye de demander de l'aide aux gens pour son fils mentalement traumatisé, qu'il puisse bientôt récupérer et retourner à la maison. Néanmoins, ses visites à toutes les autorités ne lui ont apporté que des douches froides, des excuses, des reproches, et même l'intimidation.

## La persécution de Gong Fengqiang

Gong Fengqiang était un mineur de la mine de houille de Yilan, un homme assidu, honnête, et aimable. Tous l'aimaient.

En 2000, le pratiquant M. Gong est allé à Pékin faire appel pacifiquement pour que la persécution du Falun Gong cesse. Il a été arrêté et détenu dans le comté de Yilan pendant 34 jours. Lors de sa détention, la police du comté l'a torturé brutalement. Elle l'a battu, a inséré des cure-dents sous ses ongles, et frotté ses côtes avec des objets tranchants et durs. Une fois la

police l'a électrocuté à la matraque électrique, le faisant vomir et perdre le contrôle de ses entrailles. L'épouse de M. Gong était alors enceinte.

À 21 h 00 le 12 août 2000, les officiers de police du comté de Yilan, les agents du bureau 610 de la mine de houille de Dailanhe, et les officiers du commissariat de police de la ville de Dalianhe se sont précipités dans la maison de M. Gong avec des journalistes et des caméras de TV. Ils étaient là pour l'arrêter. Sa fille n'avait même pas un mois. Après que la police l'ait enlevé, sa mère a chassé la police et elle s'est évanouie. La fouille de la police a laissé leur maison dans le chaos complet.

Le 26 décembre 2000, Gong Fengqiang, son épouse Li Yanjie, et leur fille âgée de cinq mois, Gong Yu, sont allés à Pékin pour visiter les organismes gouvernementaux. Ils ont été arrêtés. Refusant de coopérer avec les autorités, Li Yanjie a pris sa fille et elle a quitté la maison pour éviter le harcèlement de la police. Les fonctionnaires de la compagnie ont envoyé Gong Fengqiang de Pékin au centre de détention du comté de Yilan le 31 décembre 2000. L'officier de police Han Yunjie l'a alors brutalement battu. M. Gong a été condamné à deux ans de travail forcé puis a été détenu. Cela a duré jusqu'à ce qu'il soit dans un état critique suite aux mauvais traitements, et il a été alors libéré.

En septembre 2003, les agents du bureau 610 de la mine de houille de Dailanhe ont essayé de capturer M. Gong et son épouse et de les emmener au centre de lavage de cerveau Shuangcheng. M. Gong a échappé cette fois aux agents et a quitté la maison pendant trois mois. Après qu'il soit retourné il a découvert que les agents du bureau 610 de la mine de houille de Dailanhe l'avaient licencié sans procéder à aucune des formalités appropriées. Il est devenu conducteur de tricycle pour gagner sa vie.

Le 22 décembre 2006, la police du bureau forestier de Gaoleng l'a arrêté. Son épouse a décidé de quitter la maison pour éviter davantage de persécution. M. Gong a été enfermé au premier centre de détention de Yilan. Les gardes ont utilisés diverses

méthodes pour le torturer, y compris verser de l'eau froide sur sa tête pendant longtemps. Il a été torturé et il est devenu mentalement traumatisé. En dépit de son état, la cour de Yilan l'a quand même condamné à une peine de prison de cinq ans.

Son problème mental est réapparu plusieurs fois pendant sa détention, inquiétant sa famille. Les membres de sa famille ont à plusieurs reprises pétitionné Li Baihe, sous-chef de la police du comté et du bureau 610, pour que l'état de M. Gong soit évalué. Li a non seulement refusé d'honorer la demande de la famille, mais il a également envoyé Gong Fengqiang, mentalement instable, dans l'équipe d'entraînement intensif de la prison de Xianglan pour davantage de persécution. La famille a contacté les fonctionnaires de la prison de Xianglan et leur a demandé un diagnostic et des soins médicaux pour Gong Fengqiang, mais leur demande a été refusée. Les gardes de l'équipe d'entraînement intensif ont même dit : « Le régime central a émis un ordre disant que nous n'avions pas à traiter les pratiquants de Falun Gong selon la loi. Nous pouvons prendre nos propres arrangements. Aussi longtemps qu'ils sont encore vivants, nous les accepterons dans notre équipe. Nous ne libérerons personne, même quelqu'un dans un état critique. »

Gong Fengqiang a été finalement transféré à la prison de Lianjiangkou dans la ville de Jiamusi. Son état s'est détérioré. Les fonctionnaires de la prison ont encore refusé de lui fournir une attention médicale dans la ville de Harbin comme la famille l'avait demandé, mais ils ont accepté de le faire diagnostiquer à l'hôpital psychiatrique de Jiamusi et fait payer à la famille 1500 yuans pour le transport et les coûts médicaux. On n'a permis à aucun membre de la famille d'être présent lorsqu'il a été examiné. Gong manque toujours de soins appropriés et son état ne fait qu'empirer.

Nous demandons instamment aux personnes qui ont bon cœur où qu'elles soient de prêter attention au cas de M. Gong et d'aider à sauver M. Gong et les autres victimes.

R. L. C.

Falun Gong (trad. litt. « méthode de la roue de la Loi ») ou Falun Dafa (trad. litt. « La Grande Loi de la Roue de la Loi ») : une méthode populaire en Chine constituée d'exercices de méditation et d'un enseignement portant sur l'authenticité, la bonté et la tolérance, pour cultiver à la fois le corps et l'esprit.

## Le cas du Falun Gong

Si l'occident limite sa conception du « spirituel » au cadre des religions, sinon des sectes, en Chine de multiples voies destinées à l'amélioration du corps et/ou de l'esprit se transmettent depuis des millénaires, ces voies pouvant être religieuses ou non religieuses.

Peu après la période d'émergence des nombreuses voies de qigong et de Tai-Chi, la voie non religieuse du Falun Gong est apparue et devenue très rapidement la pratique la plus populaire. L'engouement pour cette méthode s'explique selon ses pratiquants par les bienfaits et les bénéfices incomparables sur le corps et l'esprit. Parmi eux, beaucoup témoignent avoir guéri de maladies que la médecine n'était pas parvenue à soigner. D'autres pratiquants ou témoins affirment avoir remarqué l'amélioration de leurs relations avec leur entourage ou parmi la société grâce à une meilleure conduite de vie.

Lorsque le Falun Gong est apparu en 1992, il a naturellement pris sa place au côté des autres voies corporelles et spirituelles pratiquées en Chine. Il ne nécessitait ni condition physique préalable, ni inscription. La pratique provient de la volonté

personnelle, cependant, pour accéder à son enseignement, des groupes de pratique se sont formés sur des lieux publics, tels que les parcs, les gymnases ou les universités. Étant gratuite et donnant de bons résultats, la méthode a acquis une popularité croissante. Le gouvernement chinois a essayé d'en tirer parti en exigeant de faire payer les conférences données par le fondateur du Falun Dafa, Monsieur Li Hongzhi. Son refus de profiter des nombreux pratiquants a provoqué les foudres du Parti communiste chinois. L'objectif du secrétaire du PCC (à l'époque Jiang Zemin) est devenu, selon ses mots : « éradiquer le Falun Gong en trois mois ». Une répression systématique du Falun Gong commença en 1999.

La répression a toujours lieu : les rafles d'arrestations des pratiquants de Falun Gong et leur détention, en prison et en hôpital psychiatrique, se font au détriment de tout procès. Pour tenter de les faire renoncer à leur conviction, les prisonniers y subissent tortures et lavages de cerveau. Pourtant aucune loi n'a pu promulguer officiellement l'interdiction de la pratique de qigong, ni l'arrestation de ses pratiquants ou défenseurs. Tous ces actes commis sont purement illégaux.

Un rapport du politicien David Kilgour et de l'avocat David Matas a également révélé un sinistre commerce d'organes prélevés sur les corps des pratiquants de Falun Gong au début des années 2000. Ils ne sont ni consentants ni morts lorsqu'il est décidé de prélever leurs organes. Des médecins ont révélé qu'après avoir utilisé les corps pour leurs organes, ils sont brûlés pour ne conserver aucune trace. Les responsables ont même parfois poussé jusqu'à l'audace

de maquiller la mort en suicide auprès de la famille de la victime. Malheureusement si la famille porte

plainte, elle sait qu'elle risque le même sort.

C. L.



Commémoration des pratiquants de Falun Gong persécutés à mort en Chine, sur le parvis des droits de l'homme à Paris

## La triste vie d'une prisonnière dans la prison de Shanghai

Àu début de l'année 1999 Jiang Azemin, ex-dirigeant du Parti communiste chinois, a lancé une répression violente à l'encontre des pratiquants du Falun Gong. Dans la prison pour femme de Qin Pu, la persécution commença aussi.

Là-bas, les prisonnières sont sous surveillance vidéo 24h sur 24h. Dans les chambres d'isolements, elles doivent se lever à 5 h du matin et rester assises sur un petit tabouret en bois, jambes pliées à 90 degrés durant 17 heures pour méditer sur leurs « méfaits ».

Garder cette posture leur provoque des irritations de la peau et des saignements au niveau du bas du dos.

Chaque chambre compte 17 lits superposés, mais en réalité 150 personnes y sont entassées. Les gardiens de prison choisissent deux détenues droguées dans chaque chambre et les nomment « chefs de rang ». Leur responsabilité est d'empêcher les pratiquantes de Falun Gong de poursuivre leur pratique, en les surveillant et battant pour les faire renoncer. Elles sont souvent récompensées par une remise de peine.

Dans cette prison cela se passe comme dans la société : beaucoup de contradictions, de combats et de luttes. Personne ne peut se faire confiance car le moindre mot ou la moindre opinion seront exploitées par la police de la même manière que cela se passait durant la révolution culturelle en 1963.

Si une pratiquante refuse d'abandonner sa croyance, elle est envoyée au cachot, isolée dans une chambre noire et humide de 3 mètres sur 3, où il fait très froid l'hiver et très chaud l'été.

Les premiers jours de prison, le travail paraît très dur et les journées très longues. Le rythme en prison est de 18 heures de travail quotidien et continu, avec une nourriture plus que succinte à base d'eau pourrie et de légumes qui ne le sont pas moins.

Beaucoup de prisonnières travaillent pour la confection d'articles d'exportation à destination de l'Europe et des États-Unis.

Pour les pratiquantes irréductibles, les policiers les dénudent, ils leur attachent les mains à des tuyaux, leur enfonce des chaussettes sales dans la bouche et si c'est en plein hiver ils ouvrent en plus les fenêtres.

Le pire de tout ça est que les pratiquantes ne sont pas autorisées à faire leurs besoins sans faire une requête aux gardiens au préalable, qui jugeront du bien fondé de leur demande.

Beaucoup n'en pouvant plus d'attendre font sur eux-même et en subissent les conséquences immédiates : coups, moqueries et sanctions disciplinaires.

Une loi en Chine rend illégal l'emprisonnement des personnes âgées de plus de 50 ans, pourtant beaucoup de personnes septuagénaires, voire plus, sont détenues.

Dans la prison, une salle de télévision est entièrement consacrée au lavage de cerveau qui se réalise par la diffusion de programmes spéciaux afin de dénigrer le Falun Gong.

À la suite de chaque diffusion les pratiquantes sont forcées d'écrire un rapport qui injurie le Falun Gong et son fondateur, Li Hongzhi. Si le rapport rédigé ne suit pas la ligne du Parti ou que le pratiquant refuse, celui-ci sera torturé et privé de sommeil.

Nous appelons les autorités internationales à réagir autrement qu'avec des paroles à ces atrocités qui sont sans nous rappeler ce qui choqua le monde entier à la découverte des camps d'extermination.

Athéna CHANG



M. McMillan-Scott, Vice-Président du Parlement Européen participe à la cérémonie de la flamme des droits de l'Homme à Londres le 30 oct 2007

Edward McMillan-Scott, Vice-Président du Parlement européen a voyagé en Chine, à Hong Kong et à Taiwan du 21 au 29 mai 2006 dans le cadre d'une mission à la découverte de faits, en particulier pour enquêter sur la persécution des pratiquants de Falun Gong et les allégations des collectes d'organes par le PCC. « A Pékin, j'ai interviewé un ancien prisonnier chinois, M. Cao Dong, un pratiquant de Falun Gong qui avait vu le cadavre de son meilleur ami avec des trous là où les organes avaient été prélevés. »

M. McMillan-Scott a publiquement déclaré son adhésion à la Coalition pour enquêter sur la persécution du Falun Gong (CIPGFG) lors d'un rassemblement à Hong Kong en soutien aux 13 millions de démissions du Parti communiste chinois (PCC) et ses organisations affiliées le matin du 26 août 2006.

Il a aussi publié une déclaration demandant aux avocats du monde entier de protester auprès des ambassades et Consulats chinois de leur localité concernant l'arrestation récente et la torture du célèbre avocat des droits de l'homme Gao Zhisheng et de demander aux autorités chinoises de libérer immédiatement M. Gao.

## Edward McMillan-Scott, Vice-Président du Parlement européen, écrit à M. Guan Chengyuan, Ambassadeur chinois en Belgique

Bruxelles, 27 Octobre 2006

M. L' Ambassadeur,

Je vous ai écrit une première fois concernant le cas de M. Cao Dong le 5 juin 2006 et de nouveau le 16 juin 2006. Je suis toujours dans l'attente d'une réponse.

Le 21 mai à Pékin, j'ai rencontré M. Cao Dong, un pratiquant de Falun Gong, qui avait été « administrativement détenu » pour ses croyances religieuses. Il avait acquitté sa peine et n'était coupable d'aucun crime. A la suite de cette rencontre, il a été arrêté.

J'ai récemment appris qu'il est toujours détenu par les autorités de la Sécurité publique chinoises, a été transféré dans la province du Gansu et y est détenu dans le centre de détention du Bureau de la Sécurité publique. Un mandat d'arrêt a été émis contre lui le 29 septembre 2006 pour avoir « produit du matériel de Falun Gong ». J'insiste à présent pour que vos supérieurs le relâchent immédiatement : je m'apprete à soumettre personnellement cette affaire aux Nations Unies.

Le 4 juin, j'ai assez longuement parlé au téléphone à M. Gao Zhisheng à Pékin. Comme vous le savez, il est un remarquable avocat des droits de l'homme. Votre régime l'a arrêté et accusé de « subversion ». A moins qu'il ne soit lui aussi relâché sur le champ, je soumettrais aussi personnellement son cas aux Nations Unies, que je visiterais les 8 et 9 novembre.

Edward McMillan Scott

## Edward McMillan-Scott s'inquiète pour le bien-être de M. Cao Dong, arrêté après leur réunion à Pékin

Le 22 juin 2006

À l'attention de Mme Benita Ferrero-Waldner  
Commissaire Européen pour les Relations Extérieures

Chère Commissaire,

Dans mon intervention du 22 juin au comité des Affaires Etrangères du Parlement Européen, j'ai soulevé la question de la persécution des pratiquants de Falun Gong, et je me suis referé à un cas individuel, que je vous propose gentiment de considérer. Comme vous devez vous en souvenir, j'ai noté sur le rapport, que M. Cao Dong, qui a été emprisonné avec sept protestataires de la Place Tiananmen, m'a dit qu'il avait vu le cadavre de son ami avec des trous où les organes avaient été enlevés. En complément, j'ai fourni en attaché, un article que j'ai écrit dans le Yorkshire Post, mon journal régional, qui explique ma visite, un peu plus en profondeur.

Le 21 mai dans une chambre d'hôtel à Pékin, j'ai organisé une réunion avec M. Cao Dong (âgé de 36 ans), qui est pratiquant de Falun Gong. Il a passé du temps en prison pour ses croyances religieuses et a terminé sa peine.

Suite à cette réunion, il a été arrêté et n'a pas été vu depuis. Je crains pour sa situation.

Son colocataire a été arrêté et interrogé pendant cinq jours et les biens de M. Dong ont été saisis par la police.

J'ai envoyé une lettre le 5 juin, à l'ambassadeur de Chine auprès de l'Union Européenne, que je vous joins pour votre référence, demandant la libération urgente de M. Cao Dong. J'ai renouvelé cette demande le 16 juin. Les deux lettres ont été remises en main propre à l'ambassade de Chine à Bruxelles. Mon bureau s'est entendu dire que l'ambassadeur reçoit des instructions de Pékin.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir soulever cette question avec les autorités chinoises.

Sincèrement vôtre,

Edward McMillan-Scott

## RÉSOLUTION DU PARLEMENT EUROPÉEN

Le Parlement Européen a adopté une résolution le 8 septembre 2006 exprimant son inquiétude à propos d'un éventail de sujets concernant la Chine dont le prélèvement forcé d'organes de pratiquants de Falun Gong emprisonnés

La résolution a été adoptée avant le sommet Union européenne-Chine qui s'est tenu le 9 septembre 2006 à Helsinki, Finlande. Reconnaissant que dans les affaires UE-Chine « les relations commerciales et économiques ont éclipsé la question des réformes démocratiques, du respect des droits de l'homme et de l'autorité de la loi », le Parlement a appelé les États membres de l'UE à établir une « nouvelle stratégie commune sur la Chine ».

Le Parlement a de nouveau déploré « la contradiction entre la liberté constitutionnelle de croyance (de la Chine) » et la réalité d'une oppression actuelle des Tibétains, Chrétiens et pratiquants de Falun Gong par l'État.

La résolution « condamne fermement la détention et la torture des pratiquants de Falun Gong et incite le régime communiste chinois à « les relâcher immédiatement ». Le Parlement de l'UE « est préoccupé par des rapports indiquant que des organes de pratiquants de Falun Gong incarcérés ont été prélevés et vendus à des hôpitaux ».

Avant la résolution, les membres du Parlement européen, Edward McMillan-Scott, Simon Coveney, Charles Tannock etc, avaient rencontré l'ancien secrétaire d'État canadien pour l'Asie et le Pacifique, David Kilgour, qui a enquêté sur des allégations selon lesquelles des médecins chinois prélèvent des organes vitaux des corps de pratiquants de Falun Gong vivants et en bonne santé. Le rapport de David Kilgour et de l'avocat spécialiste des droits de l'homme, David Matas, a été publié en juillet. Ils sont arrivés



Plus de 700 membres du Parlement Européen élus parmi 25 états représentent 457 millions de citoyens

« à la conclusion regrettable que les allégations sont vraies » et que les saisies d'organes se font « à grande échelle. »

La résolution remarque aussi que le nombre de prisonniers politiques en Chine a augmenté de 25% en 2004 et 2005. Le Parlement de l'UE « regrette qu'une augmentation du commerce et des relations économiques avec la Chine n'a amené aucun progrès substantiel dans le domaine de la démocratie, des droits de l'homme et de l'autorité de la loi », déclare la résolution.

Le Parlement a exhorté la Chine à abolir le système de « rééducation », la pratique de la torture, la peine de mort ainsi qu'à rendre publique la liste de tous les prisonniers politiques et les relâcher inconditionnellement.

La résolution mentionne également que le Parlement européen est « préoccupé par la croissance des inégalités et de la distribution inégale des richesses, par le chômage massif et l'urbanisation incontrôlée, par la montée du crime et de la corruption et par les sérieux problèmes environnementaux en Chine ». Elle attire aussi l'attention sur le travail des enfants, « l'épouvantable » discrimination contre les 150 millions de travailleurs migrants et « l'expropriation honteuse des terres agricoles pour les projets de construction. »

D'autres inquiétudes incluent la suppression de la liberté d'expression et les « politiques irresponsables » des compagnies comme Yahoo et Google qui ont aidé les censeurs chinois dans le domaine de l'Internet.

## PÉKIN AMPLIFIE SES PERSÉCUTIONS AVANT LES OLYMPIQUES



Une personne brandissant une banderole « Authenticité, Compassion, Patience » se fait tabasser par la police sur la Place Tian'anmen

Des milliers de pratiquants d'une discipline spirituelle en Chine ont été arrêtés et condamnés sans procès alors que Pékin jure « d'éradiquer » la dissidence avant les Olympiques.

Selon des sources en Chine, il y a eu 1878 arrestations de pratiquants de Falun Gong (aussi appelé Falun Dafa) dans 29 provinces et régions autonomes depuis le mois de janvier 2008.

À Pékin seulement, où les Olympiques auront lieu, 156 arrestations ont été documentées.

Le Falun Gong est interdit en Chine depuis 1999 et les pratiquants exposent continuellement, avec courage et bienveillance, les violations des droits fondamentaux dont ils sont victimes.

Selon le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture, Manfred Nowak, les deux tiers des allégations de torture en Chine concernent des pratiquants de Falun Gong.

Le Centre d'information du Falun Dafa (CIFD), qui recueille des rapports provenant de l'intérieur de

la Chine, a publié, le 12 mars dernier 2008, une liste de noms ainsi que les détails de 67 cas typiques d'individus ayant été détenus à Pékin depuis décembre 2007.

Dans ce groupe, 16 pratiquants ont été arrêtés dans le district de Chaoyang, où se dérouleront les épreuves de beach volley et tennis, et 10 autres dans le district de Shunyi, le site des compétition d'aviron et kayak.

Le porte-parole du CIFD, Zhang Erping, a déclaré : « La communauté internationale a espéré que l'octroi des Olympiques à la Chine amènerait une amélioration des droits de l'homme. Mais les faits sur le terrain racontent une toute autre histoire. Les Olympiques semblent avoir donné une nouvelle motivation au régime de Pékin et une excuse pour amplifier ses abus des droits des citoyens. Ces arrestations tournent en dérision les promesses du régime d'améliorer son triste dossier des droits de l'homme. »

Pour augmenter les arrestations, le régime offre des compensations monétaires à ceux qui dénoncent les pratiquants de Falun Gong aux autorités. Selon de récents rapports, plusieurs des arrestations suivent un modèle commun. Les agents de police locaux ou du Bureau de la Sécurité Publique (BSP) vont au domicile ou sur le lieu de travail d'un individu, effectuent une fouille pour quelconque matériel relié au Falun Gong, puis l'emprisonne dans le centre de détention du district. Le CIFD croit qu'il est possible que les autorités utilisent une liste de noms de pratiquants déjà compilée pour mener des arrestations. Selon l'ex-agent du BSP et du Bureau 610, Hao Fengjun, ayant fait défection en Australie, les autorités de la ville de Tianjin, où il travaillait auparavant, avaient une banque de données contenant les noms de 30 000 pratiquants de Falun Gong.

Dans plusieurs villes, un système

de récompense a été mis sur pied, offrant de 500 à 3000 yuans (environ 45 à 275 euros) à ceux qui dénoncent aux autorités les pratiquants du Falun Gong. Dans la ville de Zibo (province de Shandong), par exemple, des avis ont été affichés dans les bureaux de l'administration locale offrant de 2000 à 3000 yuans pour des informations menant à l'arrestation de pratiquants de la discipline spirituelle. Alors que de tels systèmes de récompense ne sont pas nouveaux, leur utilisation en rapport avec les Olympiques l'est. Des sites web administrés par le BSP et autres agences gouvernementales ont publié ouvertement des avis, durant ces dernières années, demandant aux citoyens de dénoncer les pratiquants de Falun Gong et offrant des récompenses allant jusqu'à 5000 yuans.

Ce site du BSP de la province de Liaoning en est un exemple : [http://www.liaoyang.gov.cn/zfbm/gaj/showart.asp?art\\_id=68](http://www.liaoyang.gov.cn/zfbm/gaj/showart.asp?art_id=68)

Un autre exemple, un article du quotidien américain USA Today a cité un chauffeur de taxi nommé Liu Chunfa : « J'ai participé à plusieurs rencontres avec des conférenciers de la police. Ils nous ont dit que si nous rapportions des individus suspects, comme les adeptes du Falun Gong, nous pourrions obtenir une récompense de 2000 yuans (180 euros). »

Selon des médias gouvernementaux, Pékin a « félicité » 110 organisations et 271 individus pour leur « travail anti Falun Gong » visant à « éradiquer le Falun Gong ».

Un reportage du 17 juillet 2001, de l'Australian Broadcasting Corporation, révélait qu'après l'obtention des Jeux Olympiques de 2008 par Pékin, le Vice-Premier ministre de l'époque avait déclaré, qu'obtenir les Jeux Olympiques était une « justification pour persécuter le Falun Gong ».

Athéna CHANG

## HU JIA, MILITANT POUR LES DROITS DE L'HOMME EN CHINE, A ÉTÉ CONDAMNÉ À TROIS ANS ET DEMI DE PRISON POUR "INCITATION À LA SUBVERSION DU POUVOIR DE L'ÉTAT" JUSTE AVANT LES J.O.

Grâce à Hu Jia, sa femme Zeng Jinyan et Internet, le monde a appris l'existence des "villages du SIDA" car des régions de paysans pauvres ont été victimes de contaminations sanguines à grande échelle. Hu Jia s'est fortement impliqué dans la région du Henan, sur la prévention, l'aide aux victimes et orphelins de la maladie, par le biais de l'Institut d'AIZHIXING de Santé Éducation, l'ONG contre le SIDA que Wan Yanhai a fondé. Wan Yanhai a été lui aussi kidnappé en 2002 et relâché après une détention d'un mois.

Là où le gouvernement a une responsabilité évidente : il est dangereux d'œuvrer sur ces sujets qui fâchent. Il est d'autant plus courageux que des personnalités comme Hu Jia et sa femme continuent leur travail pour dénoncer les injustices en sachant pertinemment ce qu'ils risquent. Ils agissent en faveur de la liberté d'expression puisque le gouvernement la muselle.

Par Webcam, Hu Jia a pu s'exprimer devant le Parlement européen, à l'occasion d'une audition sur les Droits de l'Homme en Chine, le 27 décembre 2007 : « C'est ironique que l'un des responsables de l'organisation des Jeux Olympiques soit le chef du Bureau de la sécurité publique qui est responsable de tant de violations des Droits de l'Homme. Il est très grave que les promesses officielles n'aient pas été tenues avant les Jeux Olympiques. »

Peu après cette déclaration, Hu Jia avait été arrêté à son domicile par 20 policiers. Pendant plusieurs mois, sa femme n'a pu avoir de ses nouvelles. Puis le 3 avril 2008, Hu Jia est condamné à trois ans et demi de prison pour "incitation à la subversion de l'état".

L'organisation Reporters Sans Frontières a suivi de près le cas du dissident chinois et lui a même attribué, ainsi qu'à sa femme Zeng Jinyan, un prix spécial pour leur travail et leur implication en faveur des Droits de l'Homme.

« A quatre mois des Jeux Olympiques, la justice chinoise, aux ordres des autorités, jette de l'huile sur le feu en condamnant Hu Jia, figure emblématique du combat pacifique



Hu Jia, sa femme Zeng Jinyan, et son nouveau-né

pour l'amélioration de la situation des Droits de l'Homme en Chine. En envoyant en prison pour de longues années cet homme déterminé, le gouvernement fait taire un porte-parole des victimes de la répression qui aurait eu le courage de témoigner auprès des milliers de journalistes étrangers qui viendront à Pékin pour couvrir les Jeux Olympiques. La liste de prisonniers des JO s'allonge, et le Comité international olympique reste désespérément silencieux. »

Les députés européens ont dénoncé la condamnation de Hu Jia. Le Député allemand Hans-Gert Pöttering a même

parlé d'une « provocation absolue » quand on sait que c'est une décision de « justice ». La preuve est là, la notion de justice n'est pas la même en Chine et dans le reste du monde.

Le 21 avril 2008, le Conseil de Paris a fait de Hu Jia et du Dalai Lama des « citoyens d'honneur » de la capitale.

Nous soutenons Hu Jia et son courage pour mener ce travail, là où il est le plus difficile. Nous souhaitons, à cet époux, qui vient de devenir père d'une petite fille, la libération le plus tôt possible.

E. LAURENTIEVA

## LE SÉISME DU SICHUAN AVAIT ÉTÉ ANNONCÉ

### L'annonce du séisme

Le gouvernement chinois a eu connaissance d'un très fort risque de tremblement de terre bien avant la date fatidique du 12 mai 2008. C'est ce qu'annonce le National Geographic : « Après avoir observé les images satellite et conduit sur place depuis plus de dix ans des études sur les failles sismiques actives au niveau de la province du Sichuan, les scientifiques ont émis un avertissement. » Dans la revue Tectonics, mi-juillet

2007, voici ce qu'écrivaient déjà à propos de ces failles des géologues chinois, européens et américains : « Les failles sont suffisamment étendues pour subir un fort tremblement de terre les faisant devenir de sérieuses sources potentielles de hasard sismique régional ».

Geng Qingguo, chercheur au Bureau Sismologique Chinois (BSC) et Vice-président examinateur du Comité de prévision des catastrophes naturelles à l'Institut géophysique de Chine, avait annoncé qu'un séisme de magnitude supérieure ou égale à 7 sur l'échelle de Richter pourrait survenir dans la région Aha dans les 10 jours précédant ou succédant au 8 mai 2008. Il en a averti les autorités fin avril. Ses prévisions étaient exactes sur plusieurs aspects : la magnitude, le lieu et la date. Cependant les autorités n'ont pas apporté de réponse au rapport.

Une autre annonce apparaissait le 7 mai, soit cinq jours avant le séisme meurtrier. Un sismologue de la ville de Wuhan avait publié sur Internet : « Selon les informations que je détiens et après échanges entre mes collègues étrangers et moi-même, j'annonce la prévision d'un tremblement de terre en Chine le 12 mai 2008. Toute la Chine devrait ressentir l'onde sismique mais le lieu de la secousse sera approximativement entre (les provinces) Sichuan et Hubei ».

Un témoin a également rapporté avoir pu être averti par un de ses proches travaillant au BSC : « Mon oncle m'avait appelé avant pour me dire qu'il y avait des signes annonciateurs d'un tremblement de terre mais que le Bureau ne les autorisait pas à divulguer l'information en insistant sur la nécessité d'assurer la stabilité du pays avant les Jeux Olympiques. »

### Les phénomènes précurseurs

Peu avant le drame, des phénomènes précurseurs avaient été observés. L'Agence France-Presse a pris en photo le déplacement de milliers de crapauds sur les routes quelques jours avant l'arrivée du séisme, sans savoir ce qui se préparait. Plus étrange, des habitants ont signalé l'inversion du sens du courant de certaines rivières. Une série de photos de nuages aux couleurs et aux formes singulières a également été prise la veille du drame et publiée sur Internet. Le nuage sismique, aujourd'hui connu des sismologues en Chine, était déjà connu des civilisations antiques romaine, indienne et chinoise. Si les sismologues chinois n'ont pas la possibilité d'annoncer avec précision les séismes, l'observation des phénomènes naturels inhabituels sur lesquels se fondent en partie leurs prévisions leur permettent d'émettre des avis d'alerte parfois à un mois près.

Suite à ces manifestations inhabituelles le Bureau sismologique d'Aba Zhou a reçu énormément d'appels de la population qui s'inquiétait d'un risque de tremblement de terre. Pourtant le Bureau a réfuté tout risque. Certains sismologues avaient fait la prévision bien avant le séisme, en annonçant un tremblement de terre d'une grande ampleur. Ils ont communiqué ces alertes au gouvernement, mais les responsables du Parti communiste chinois ont systématiquement effacé et nié ces alertes.

Avec un bilan de plus de 50 000 morts et 100 000 blessés, en grande majorité des enfants pris dans les débris des murs de leur école, avec parfois 80% des bâtiments effondrés. Le bilan a évolué à 80 000 morts et disparus, 15 millions de déplacés, 5 millions sans abri, 5 000 enfants dont on ne retrouve plus les parents. (Journal « La Croix » du 16.06.2008 à la page Monde) Il semble qu'aucune précaution n'ait été prise alors que des avertissements avaient été émis.

### Seuls les officiels étaient au courant

Le gouvernement chinois a évacué les officiers du Parti de la région du Sichuan sans pour autant avertir le reste des habitants. Le maire de la commune de Matang avait pris l'initiative d'appeler ses habitants à évacuer donnant lieu à des inquiétudes et des appels au Bureau sismologique d'Aba. Celui-ci a fait des investigations sur l'origine de qu'il appelait une « rumeur » dans le but de la démentir. Il a ainsi volontairement caché l'annonce du séisme à sa population, en allant jusqu'à rassurer les habitants et leur affirmer l'absence de tout risque de séisme. Beaucoup de membres du BSC étaient au courant de l'imminente catastrophe, les officiels du Parti également, mais tous avaient reçu l'ordre de ne pas alerter la population pour « préserver la stabilité du pays avant les Jeux Olympiques ».

Le rapport du sismologue Geng Qingguo annonçant le séisme à 10 jours près est devenu un document confidentiel à partir du 30 avril ; Geng a ensuite été retiré de ses fonctions et transféré à un poste d'un autre département du BSC. Le jour même de la catastrophe, les autorités ont effacé toutes les publications de mises en garde des sites Internet gouvernementaux.

Les images de la Chine après le séisme ont montré des établissements scolaires construits très modestement qui s'étaient effondrés devant les bâtiments gouvernementaux, plus robustes, qui eux ont pu résister à la secousse. Les économies faites par le gouvernement dans la construction de ses établissements scolaires auront coûté la vie à des dizaines de milliers d'enfants et d'étudiants. L'inégalité d'investissement dans la construction des bâtiments a choqué la Chine. Beaucoup de Chinois se sont plaints que le Parti communiste chinois ait caché tous ces avertissements. Certains affirment que le Parti se moque des pertes humaines et ne pense qu'à son image avant les Jeux Olympiques. Les révélations du séisme auront terni inévitablement le PCC.

### Le séisme de Tangshan, 30 ans après

Ce séisme du Sichuan aura été le plus meurtrier depuis celui de Tangshan en 1972. Il aura suivi le même processus de désinformation par le PCC, depuis plus de 30 ans, rien n'a changé. Voici ce qu'a exprimé un témoin en colère : « Je suis un survivant du séisme de Tangshan. Les habitants originaires de Tangshan sont extrêmement hostiles vis-à-vis du BSC car ils ont refusé d'annoncer un tel désastre, où plus de 240 000 personnes ont perdu la vie. Maintenant 32 ans après, ils ont à nouveau échoué à l'annonce du séisme du Sichuan. Pourquoi nous, les contribuables, devrions-nous dépenser de l'argent pour les officiels de haut rang du BSC ? Le chef de ce Bureau devrait démissionner de ses fonctions. »

C. L.

## Vivre sous la dictature

Le gouvernement de Pékin a expulsé des habitants et détruit leur demeure pour permettre de construire les complexes sportifs qui serviront aux nombreuses épreuves des Jeux Olympiques.

Le gouvernement n'a donné aucune compensation à ces habitants pour leur expulsion. Ils se retrouvent donc sans toit et sans argent. Ce qui compte pour Pékin c'est que le cadre des Jeux Olympiques soit moderne et agréable à l'œil des journalistes et aux visiteurs étrangers.

Li travaille pour un média officiel chinois, il confirme ici ces informations. Le 13 juillet 2001, les futurs J.O. de 2008 étaient attribués à Pékin. Les autorités ont immédiatement commencé à détruire ce qui existait pour y construire des complexes sportifs et d'accueil. Les expulsions forcées touchent les plus démunis. Depuis le début des travaux, face à ce traumatisme, le taux de suicide a augmenté. Chaque année, environ 200 personnes mettent fin à leur jour.

Les suicides se multiplient : par gaz, pendaison, absorption de poison. Certains se laissent mourir de froid dans la rue. Les bénéficiaires des Jeux Olympiques iront grossir les poches des dirigeants du Parti communiste chinois au détriment du peuple.

Wang, propriétaire d'un appartement de 34 m<sup>2</sup> a été, si l'on peut dire, un peu plus chanceux. Le gouvernement lui a versé une compensation pour l'avoir délogé. Cependant la compensation est bien au-dessous de la valeur de son appartement, Wang a reçu 200 000 yuans alors que sa propriété avait une valeur de 500 000 yuans.

La ville de Wuxi, de la région Binhu dans la province Jiangsu, compte quelque 3 000 paysans qui possèdent au total 3 000 hectares pour l'élevage de poissons. Ces terres ont été réquisitionnées par la force

pour construire de belles villas et des golfs pour les membres du Parti communiste chinois. Durant 4 ans, les paysans ont tenté de faire signer des pétitions pour récupérer leurs terres mais en vain. Les pétitionnaires qui ont apporté les signatures au Bureau des pétitions de Pékin se sont faits roués de coup et certains ont été jetés en prison par la police.

Le parti au pouvoir n'a pas la moindre considération pour la vie humaine, pourtant il accueille les Jeux Olympiques dont la charte prône des valeurs morales.

Athéna CHANG



Des chinois émigrés aux Etats-Unis dénonçant le PCC lors d'une parade à New York portant une bannière disant: « La dictature du PCC est la source des troubles de la Chine »

# Le secret de la persécution des chrétiens en Chine

Le responsable des Institutions des Droits de l'Homme à New York, Li Shixiou, a déclaré : « La Chine a ouvert ses portes et connaît beaucoup de succès dans l'organisation du commerce mondial. C'est pour cela qu'elle a gagné l'organisation des Jeux Olympiques mais cela n'a pas diminué sa répression contre les mouvements religieux du pays. »

En attribuant les J.O. à la Chine, les responsables des pays démocratiques ont cru à un changement dans ce pays.

A partir de 8 ans, Li Shixiou a vécu avec ses parents dans un camp de travail durant 20 ans. Il a grandi dans la peur mais a toujours cru en Dieu et avait la conviction que celui-ci est plus fort que le Parti communiste chinois. Il comprend aujourd'hui que Dieu l'a sauvé en lui permettant de quitter le pays. Une fois installé aux Etats-Unis, il a entrepris de mener une investigation sur le traitement des religions en Chine.

Pourtant des églises existent et sont tolérées en Chine, ce qu'on croit à tort comme une liberté religieuse. En fait il existe 2 types d'église : l'église officielle et l'église clandestine. Les églises officielles sont reconnues par le Parti communiste au pouvoir qui nomme lui-même les évêques. Ces derniers doivent prêter allégeance au parti politique au pouvoir. Les églises clandestines revendiquent quant à elles leur rattachement au Vatican et refuse l'ingérence politique chinoise dans leur religion.

Selon l'enquête du Comité d'Investigation sur la persécution des religions en Chine : depuis 1979, environ 2 700 000 chrétiens ont été arrêtés de façon arbitraire. Autour de 440 000 ont été envoyés dans des camps de travaux forcés, 750 sont recherchés par la police, 200 000 ont été forcés de s'enfuir ou ont disparus. On a comptabilisé 20 000 personnes devenues handicapées suite aux tortures et plus de 10 000 sont mortes suite à cette répression. 130 000 personnes ont été sous surveillance grâce à la haute technologie que le Parti communiste chinois utilise à cet effet,

puis interpellées car les « individus suspects » portaient des signes de leur croyance. Il y a environ 1 120 000 personnes qui ont été escroquées par la police. Les chrétiens chinois se cachent dans des grottes, des forêts, des tunnels et des petites maisons isolées, pour faire passer des preuves de cette persécution à l'étranger afin que cela cesse.

Un document confidentiel du gouvernement chinois recense les détails sur la manière de réprimer les chrétiens, les catholiques, les bouddhistes et les pratiquants de Falun Gong. Ce document est la compilation d'interrogatoires de police, passés entre 1999 et 2001. Il révèle entre autre les conditions des interrogatoires où les prisonniers

subissent l'humiliation de rester nus, où les jeunes femmes sont violées ou encore battues la nuit entière par des gardiens ivres.

Une femme qui s'appelle Lang Aizhen, habitant la province de Heilongjiang, a été arrêtée par la police alors qu'elle prêchait avec ses amis et ses parents. Elle a été attachée à une corde à 2 mètres du sol, les bras attachés en arrière, subissant les railleries des policiers disant qu'elle ressemblait à Jésus dans cette position. Ensuite, la pauvre femme est



« Saint Sébastien », peint par Andréa Mantegna (1431-1506), reste le martyr symbolique, mais portant l'image d'une réalité en Chine face la persécution des chrétiens chinois

restée 6 jours en prison et la police lui a fait payer une amende de 600 euros.

Aujourd'hui en Chine, la répression envers toutes les religions s'est accentuée : les prêtres des églises officielles ou « patriotiques » sont des sbires du pouvoir qui nient la répression devant les fidèles et valorisent le Parti communiste chinois. Le monde entier ne voit pas dans le gouvernement chinois son terrorisme d'Etat.

R. L. C.

# DEUX MOINES SE SUICIDENT EN AMDO NGABA

Selon une information confirmée par le Tibetan Center for Human Rights and Democracy (TCHRD), suite à l'incessante répression des manifestations pacifiques, deux moines se sont suicidés en Amdo Ngaba.

Le 27 mars 2008, Lobsang Jinpa, moine du monastère de Ngaba Kirti, s'est suicidé. Il était originaire du village Ngasib en Amdo Ngaba. Dans la lettre expliquant les raisons de son suicide, Lobsang a déclaré : « Le gouvernement chinois a fait de fausses allégations sur les moines du monastère de Kirti, en laissant croire qu'ils avaient transmis des secrets d'Etat aux pays extérieurs, qu'ils avaient dirigé et organisé les manifestations. Cependant, aucune des fautes citées par le gouvernement chinois ne sont l'œuvre de qui que ce soit au monastère de Kirti, je suis le seul responsable. » Plus loin, il écrivait : « J'ai manifesté pacifiquement et je suis le seul responsable de la manifestation. » La lettre se terminait avec : « Je ne veux plus vivre sous l'oppression chinoise ne serait-ce que pour une minute, encore moins pour un jour. »

Lors d'un incident similaire, Legtsok, moine appartenant au monastère de Ngaba Gomang s'est suicidé le 30 mars 2008. La victime avait 75 ans et était originaire d'un petit hameau de la région supérieure de la Préfecture de Ngaba.

Selon les informations du TCHRD, plusieurs jours avant de mettre fin à ses jours, alors qu'il se rendait pour prier dans une famille tibétaine, Legtsok, accompagné de deux autres moines, aurait rencontré un grand contingent des forces de sécurité chinoise, qui partait avec pour mission de réprimer la

manifestation pacifique des moines. Les policiers auraient violemment battu Legtsok et l'auraient détenu pendant quelques jours. Il aurait ensuite été libéré et renvoyé à son monastère.

Peu avant son suicide, il a dépêché deux de ses disciples pour rendre l'argent qui appartenait aux autres moines qui le lui avaient confié. A leur retour, ses disciples l'ont trouvé mort.

A plusieurs reprises, il avait dit à ses disciples qu'il « ne pouvait supporter l'oppression plus longtemps. »

Le 3 avril 2008, un moine du monastère de Ngaba Namtso a été battu à mort par les forces de l'ordre chinoises. Le TCHRD est en attente d'éléments au sujet de ce décès.

Ce qui est surprenant dans le cas d'un moine est que les enseignements bouddhistes tibétains condamnent le suicide, qui est considéré comme un des plus graves manquements aux préceptes majeurs de la doctrine. Les moines bouddhistes tibétains sont reconnus pour leur patience et leur capacité de résilience face à l'adversité. Ces cas de suicides montrent à quel point ils sont poussés au-delà de leur limite d'endurance et montre davantage leur impuissance face à l'oppression et à la répression des autorités chinoises au Tibet.

A la lumière de ces tristes événements du Tibet, le TCHRD lance un appel mondial d'intervention et de prévention de la répression continue dans les communautés monastiques du Tibet. Il condamne fermement l'élimination brutale du bouddhisme tibétain.

Pascal HARTMAN

# EST-CE QUE LE XINJIANG OUIGOUR EST UNE BASE TERRORISTE EN CHINE ?

## Le Xinjiang est-il chinois ?

Le Xinjiang ne connaît pas d'unité ethnique et la stabilité politique y est difficile. Cela s'explique d'abord par sa constitution géographique. La région est presque complètement entourée par des massifs montagneux et ses populations sont dispersées dans des villes-oasis séparées par le désert. Difficile donc d'établir un pouvoir unitaire dans une région aussi éclatée géographiquement.

La région a longtemps été une voie de passage pour le commerce, elle faisait partie de la Route de la Soie où de nombreux peuples nomades arabes ont contribué à l'établissement de la religion musulmane.

Elle est aujourd'hui le fruit de plusieurs invasions et de migrations venant des pays frontaliers. Les Han (l'ethnie chinoise principale) restent minoritaires même s'ils ont fortement augmenté depuis 1949. Les autres ethnies, regroupées sous le terme « ouïghours », proviennent des peuples principalement turcophones et musulmans qui entourent le pays. En 1990 on comptait 61% de musulmans au Xinjiang, il s'agit des populations turcophones et également de l'ethnie Hui (des Han islamisés).

Géographiquement, historiquement, mais aussi sur les plans ethnique, linguistique, religieux et culturel, ces indications montrent que le Xinjiang se rattache davantage à l'Asie centrale qu'à la Chine, ce qui explique en partie le mouvement indépendantiste ouïghour qui inquiète tant Pékin.

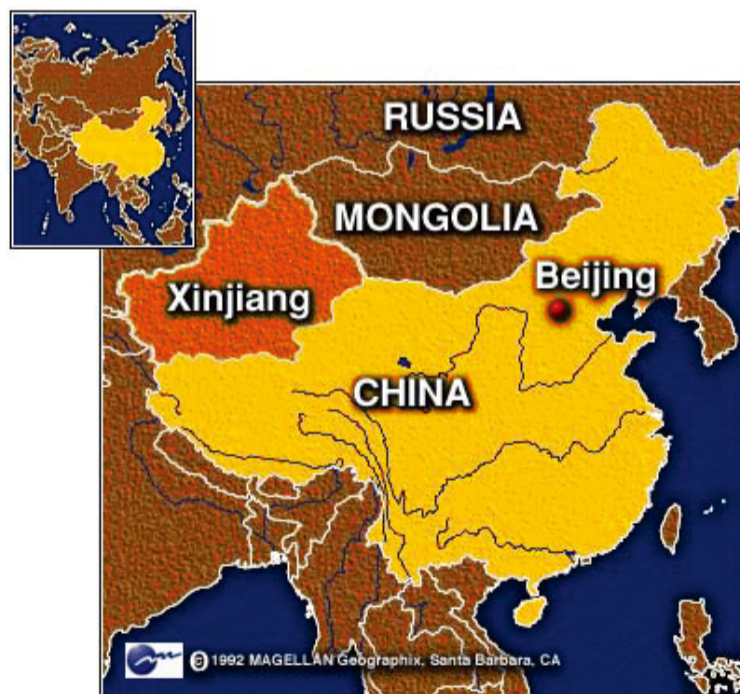
## L'influence de la Chine au Xinjiang

La région du Xinjiang a été envahie de nombreuses fois, entre autres par les Empires chinois et russes. Le Xinjiang est parfois appelé le Turkestan Oriental, pour qualifier le territoire de la République Indépendante du Turkestan Oriental, qui fut proclamée et dirigée par des turcophones, entre 1944 et 1949. Le régime communiste chinois en prend le pouvoir en 1949 en l'annexant à la Chine.

Avant l'avènement du régime communiste en Chine les Han ne constituaient guère que 6% de la population du Xinjiang. La proportion des Han est passée subitement à 49% (recensement en 2000) du fait de la politique du gouvernement communiste d'installer des colons et militaires chinois dans la région.

Le spécialiste américain Owen Lattimore a calculé que la Chine n'avait exercé son autorité sur le Xinjiang qu'environ 425 ans sur près de 2000 ans d'histoire. Cela dément une « appartenance historique à la Chine » que Pékin se targue d'avoir pour revendiquer ce territoire.

A la chute de l'Union soviétique, les pays frontaliers du Xinjiang sont devenus des républiques indépendantes. Au Xinjiang, les Han continuent de coloniser la région en imposant la langue chinoise qui est devenue langue officielle. Tout élément identitaire est méprisé et réprimé, que ce soit la langue, l'habillement ou la culture. Les mosquées sont interdites aux fidèles et des femmes sont violées par les colons.



Xinjiang en Chine

Les ouïghours vivent du tourisme mais très mal, certains s'enfoncent dans la drogue, d'autres partent travailler dans les républiques voisines. Les ressources économiques ne profitent qu'aux Han et l'écart entre Han et Ouïghours se creuse de plus en plus. C'est sur ce parcours qu'a pris forme l'ambition indépendantiste du Xinjiang pour se libérer du joug communiste.

Si la Chine prend très au sérieux la question des séparatistes ouïghours, ceux-là sont loin d'être des terroristes, car du fait de la guerre menée par

les Etats-Unis contre le terrorisme le monde occidental en aurait eu immédiatement l'écho. Pékin a annoncé à plusieurs reprises avoir démantelé des réseaux terroristes dans la région du Xinjiang, sans jamais fournir de détails sur ces opérations et sans jamais accepter de mener conjointement ses opérations avec d'autres pays. C'est ce qui laisse un sérieux doute aux institutions étrangères de démantèlement des réseaux terroristes sur la véracité de ce qu'avance Pékin sur ce sujet.

C. L.

## Agir avec la FIJC



Agir avec la FIJC en soutenant les droits de l'homme en Chine et en dénonçant les crimes du PCC, pour cela :

- \*Parlez de ces répressions à votre entourage (famille, amis, collègues, voisins).
- \*Propagez notre pétition et faites-la signer : <http://petitions.sytes.net>
- \*Contactez vos élus locaux pour leur demander d'intervenir auprès du gouvernement.
- \*Ecrivez à votre Chef d'Etat ou Premier ministre.
- \*Faites-en part aux journaux, radios et chaînes de télévision.
- \*Contactez les nombreuses organisations locales, nationales ou internationales que vous connaissez pour qu'ils réagissent.

\*Demandez à votre entourage de soutenir les associations et organismes qui agissent pour le respect des droits de l'homme en Chine.

La situation en Chine est le souci de tous, la hauteur des crimes du Parti communiste chinois a atteint un sommet qui ne peut être ignoré par l'humanité. Plus nous saurons exactement ce qui se passe au sein de la dictature chinoise, plus les chances que ces répressions cessent au plus tôt sont grandes.

## 38 millions de personnes quitte le Parti communiste chinois, CE N'EST PAS RIEN !

Il y a quelques jours se déroulait à Taïwan une grande manifestation pour célébrer la démission de 38 millions de Chinois inscrits au Parti communiste chinois.

Les différentes affiliations du PCC qui subissent cette vague de démission sont : l'Organisation des Pionniers et la Ligue de la Jeunesse communiste. Ces deux dernières catégories représentent la jeunesse chinoise de 9 à 19 ans.

Le nombre de communistes en Chine est de 60 millions, on peut dire que 1/3 de ses membres l'a déjà quitté.

Pourquoi ces personnes quittent le communisme ?

Parce que le statut du Parti est déterminé par le serment de sa jeunesse envers son drapeau. Le serment fait par ces personnes, est pris très au sérieux et une fois que le Parti communiste chinois disparaîtra, qu'advient-il de l'avenir de ces individus ? Leur vie sera certainement aussi ruinée.

En novembre 2004, la version chinoise du journal Epoch Times (version française : La Grande Époque) publia les « Neuf Commentaires sur le Parti Communiste ». Cette série éditoriale dénonce les racines de ce Parti, et comment il a essayé de lier son destin à la nation chinoise et de ses cinq mille ans de civilisation. C'est évidemment un désastre pour le peuple chinois et son héritage culturel qui a pris racine dans la philosophie Taoïste et Confucianiste, sachant que le PCC (Parti communiste chinois) est mensonge, lutte, vice et destruction du côté humain de l'individu. Ce régime tyrannique a transgressé les lois universelles et son essence même est malicieuse. Les Chinois qui lisent les Neuf Commentaires prennent conscience du vrai visage du communisme et décident impatiemment de le quitter.

En ce moment, le nombre de personnes qui quitte le Parti communiste devient de plus en plus important, il est passé de 30 000 à 50 000 par jour.

Gao Dawei, chef du centre mondial pour quitter le PCC, a dit que le nombre de personnes qui quitte le parti augmente de façon

spectaculaire, ce qui lui annonce une fin très proche. Ce phénomène, qui ne fait que s'accroître à déjà même touché en plus des citoyens, une multitude de branches de la société communiste chinoise: militaires, bureaux politiques, membres du comité du Parti. Le PCC ne sait comment enrayer cette vague de démissions qui ne fait que grandir. Gao Dawei a dit que quitter le Parti c'est se réveiller, ce n'est pas une politique de révolution car c'est un acte fait en toute conscience, avec le cœur. Afin de retrouver les valeurs morales perdues depuis la prise de contrôle de la Chine par le PCC en 1949.

Maintenant le monde commence à faire la distinction entre le Parti communiste chinois et le Peuple Chinois. Des manifestations de soutien envers ceux qui ont quitté le PCC, ainsi que la flamme des droits de l'homme, traversent le monde entier et poussent de plus en plus de gens à quitter les Organismes du Parti tel que l'Organisation des Pionniers et la Ligue de la Jeunesse communiste.

La marée de personnes qui quitte en masse le PCC ne pourra pas être contenue, elle apporte une grande réflexion dans le monde, touchant tous les gouvernements qui comprennent que ce Parti est une "terreur mondiale". En Juin 2007, à été inauguré à Washington DC un monument à la mémoire des 100 millions de victimes du communisme durant le 20ème siècle, dont 80 millions en Chine.

Les Gouvernements des pays de l'ex. Bloc Soviétique font aussi leur possible pour éradiquer les dernières gouttes du poison communiste dans leur propre pays. C'est aussi la démission des membres du Parti qui a provoqué la chute du régime communiste des pays de l'Est, qui y était aussi très ancré. La moitié du peuple chinois est directement ou indirectement persécutée par le Parti et il comprend l'essence du communisme et n'a plus d'espoir si ce n'est de le laisser dépérir et disparaître avec son passé de tyrannie.

E. LAVRENTIEVA

## Relation sino-africaine, un vrai partenariat Gagnant-gagnant?

L'intérêt porté par la Chine à l'Afrique date du 15ème siècle, à l'époque de la dynastie Ming, sous le pavillon du grand navigateur Zhen He, qui accosta sur la côte orientale et australe du continent africain jusqu'à l'actuel Mozambique. La Chine, à l'époque, avait même des relations diplomatiques avec le sultan de Malindi (qui est aujourd'hui le Kenya) et c'était essentiellement le but des expéditions d'autrefois. En échange du versement d'un tribut, parfois symbolique et de leur vassalité, les pays gagnaient la protection militaire de la Chine.

Alors quel est donc le but de l'actuel assaut des entreprises chinoises qui s'implantent en Chine et de ces relations "économiques" douteuses. Le Vice-président de l'Association de l'Amitié des peuples chinois et africains, Huang Zequan a estimé que 500 000 Chinois vivent en Afrique, contre environ 250 000 Libanais et 110 000 Français.

Contrairement aux relations sino-africaines qu'on a citées dans le passé, celles d'aujourd'hui sont certainement motivées par le souci d'alimenter la croissance démesurée et toujours montante de la République Populaire en matières premières dont l'Afrique regorge : le pétrole, les minerais, le bois, le poisson et aussi les produits agricoles. De plus, elle n'est en rien rebutée par l'absence de démocratie ni la corruption présente dans les pays avec lesquels elle traite. La Chine a tout intérêt à s'intégrer à la communauté internationale, malgré ses conflits internes qu'elle étouffe sans scrupules, au profit de "l'avancement des pionniers" sur la carte stratégique mondiale.

Dernièrement, après les élections présidentielles au Zimbabwe, Robert Mugabe reste au pouvoir, faute de publication du résultat des votes, ignorant les appels internationaux et le sommet organisé par les dirigeants d'Afrique australe pour résoudre la crise post-électorale au Zimbabwe poussant le vainqueur des élections, Morgan Tsvangirai chef de l'opposition, à quitter le pays pour le Botswana afin d'éviter une exécution.

De plus, Mugabe avait été réélu en 2002 avec « officiellement » 57% des suffrages, mais avec un scrutin truqué dont les résultats réels



sont aujourd'hui encore inconnus. Cependant, il a encore le soutien de l'armée, de l'Afrique du Sud et de la Chine. Le régime communiste chinois a envoyé un navire, le An Yue Jiang, porteur d'une cargaison de 77 tonnes d'armes pour soutenir Mugabe. La Haute Cour de Durban a interdit le débarquement de la cargaison, sur la base de la législation interdisant de fournir des armes « aux gouvernements qui violent systématiquement les droits de l'homme et les libertés fondamentales ».

Le régime chinois est, avec l'Afrique du Sud, l'Iran et le Venezuela, un des plus importants soutiens de Robert Mugabe. Ces relations datent de l'époque où, à la fin des années 70, l'Union Soviétique avait choisi Joshua Nkomo plutôt que Mugabe dans la lutte pour l'indépendance. Celui-ci s'était alors tourné vers la Chine de Deng Xiaoping. Dans un article de juillet 2005, l'International Herald Tribune indiquait que le nouveau palais de 25 chambres de Mugabe est couvert de tuiles bleues, offertes par le gouvernement chinois, rappelant la Cité Interdite de Pékin. L'armée de l'air du Zimbabwe utilise des avions chinois, la langue chinoise est promue par Mugabe dont la politique est « regarder à l'Est »... Le régime chinois lorgne, de son côté, sur les mines de platine du pays, qui sont les deuxièmes plus importantes au monde, tout comme il vise le pétrole en Angola et le bronze en Zambie. La Chine, premier investisseur étranger au Zimbabwe, a également

obtenu 1.000 km<sup>2</sup> de terres cultivables prises aux fermiers blancs.

Ce que fait la Chine au Zimbabwe, n'est pas un cas à part... Elle convoite aussi le pétrole du Darfour, facteur aggravant du conflit au départ ethnique et politique de cette région à l'ouest du Soudan. (Il faut savoir que la Chine est le principal exploitant industriel du pétrole soudanais et achète 65% de la production pétrolière soudanaise.)

Un rapport d'Amnesty International accuse Pékin d'avoir envoyé plus de cent camions de transport militaire chinois au Soudan en août 2005 et de faire partie des vendeurs d'armes au Soudan depuis quelques années déjà.

Il semble que la stratégie de Pékin en Afrique suit les principes de Sun Tsu : « Pour battre ton ennemi, il faut d'abord le soutenir pour qu'il relâche sa vigilance ; pour prendre, il faut d'abord donner ; grâce à la ruse, l'espionnage et une grande mobilité, finir par s'assurer la victoire sans trop d'effort. » Ces principes sournois ne sont que trop utilisés par le régime communiste chinois.

Comme le note Jean-Pierre RAZAFY-ANDRIAMIHAINGO\* : « D'autres croient sincèrement aux partenariats "gagnant-gagnant", ce leitmotiv de la propagande de Pékin. De fait, la Chine ne fait pas que s'emparer des matières premières africaines. Elle écoule aussi ses produits simples et bon marché, retape les routes, les voies ferrées, les bâtiments officiels. Manque d'énergie ? Elle construit des barrages au Congo, au Soudan, en Ethiopie, et s'apprête à aider l'Egypte à relancer son programme nucléaire civil. Besoin de téléphone ? Elle équipe toute l'Afrique de réseaux sans fil et de fibres optiques. Les populations locales sont réticentes ? Elle ouvre un hôpital, un dispensaire ou un orphelinat. »

E. LAVRENTIEVA

\* Ambassadeur de Madagascar, est sinisant diplômé supérieur de l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales de Paris, Avocat et Enseignant universitaire spécialiste de la Chine en matière institutionnelle et juridique.

## POURQUOI LE PARTI COMMUNISTE CHINOIS INCITE-T-IL LE PEUPLE CHINOIS AU NATIONALISME ?

Le Parti communiste chinois (PCC) cherche à transférer la colère du peuple chinois sur les pays occidentaux pour estomper le mal-être de la population. Le but de cette politique est de braquer le Peuple chinois contre l'Occident, pour tout simplement gagner du temps face aux problèmes qui ne cessent de grandir et de se multiplier.

La Chine est confrontée à de grands problèmes comme la hausse des prix, l'écart grandissant entre les riches et les pauvres, la distinction de classe sociale entre les paysans et les habitants des villes – ceux-ci n'ont d'ailleurs pas les mêmes cartes d'identité ni le même accès à l'éducation – aucune aide de l'Etat face au chômage, des pertes d'actions en bourse pour beaucoup de petits porteurs, les confiscations des terres au profit des Jeux Olympiques et les expulsions forcées parfois sur des quartiers entiers.

Le parti communiste au pouvoir incite le peuple au nationalisme poussant jusqu'à la contradiction. D'un côté il fait circuler des pétitions en ligne pour s'opposer au fait que CNN, Fox News et d'autres

boycottent les Jeux Olympiques, et dans le même temps il incite le boycott d'une entreprise occidentale comme le distributeur Carrefour. Ils organisent également des manifestations contre l'occident. Le régime fait croire au peuple chinois que les étrangers sont contre eux, alors que ceux-ci n'en veulent qu'à la politique du PCC en matière des droits de l'Homme. Cela est relativement facile pour eux, car les Chinois n'ont pas accès aux informations : toutes celles qu'ils reçoivent sont soigneusement filtrées.

Les messages incitant au boycott et aux manifestations anti-occidentales, que des milliers de gens reçoivent anonymement par SMS proviennent des espions du Parti communiste chinois. L'opinion du peuple n'est pas considérée ; les esprits ont été formatés et modelés dès l'enfance sous la conduite du PCC. Le régime ment à son peuple et au monde quand il veut faire croire que les manifestations et le boycott sont des mouvements spontanés, alors que les meneurs sont souvent des membres du parti et des policiers, payés pour instiguer le nationalisme à travers ces rassemblements chinois.

L'opinion individuelle a été utilisée pendant la Révolution culturelle comme un bâton pour frapper l'individu qui devenait alors dissident aux yeux du parti. A force de voir que l'opinion personnelle se retourne vicieusement contre l'individu, la peur hante les esprits à l'idée de s'attirer les foudres du parti. Aujourd'hui « avoir son opinion » n'a pas de sens pour le peuple chinois.

Le régime a donné beaucoup d'espoir aux pays démocratiques en organisant les J.O. Il s'est même targué qu'il organiserait les meilleurs Jeux de tous les temps. Mais à quel prix ?

En fait, les communistes attachent beaucoup d'importance à ces J.O. pour amener la Communauté internationale à valider le régime au pouvoir. Il a déjà su attirer la confiance des investisseurs en niant fermement toutes les révélations des scandales du parti qui ont été dénoncées par les médias indépendants (expulsions, trafic d'organes, travail forcé, l'enlèvement des enfants, la fabrication et l'exportation de produits très bon marché vers l'occident, etc.)

Au mois de mars 2008, les protestations pacifiques tibétaines

ont été soutenues à l'occident non seulement par la population et les associations de défense du Tibet mais aussi par des personnalités tels que l'acteur Richard Gere ou le Président américain G. W. Bush. Le relais de la flamme olympique n'a jamais été autant hué. Ce symbole des J.O., attribué cette année à Pékin, est devenu l'occasion pour les défenseurs des droits de l'homme en Chine et au Tibet de s'exprimer. Le régime chinois a fait passer ces protestations pour des protestations anti-chinoises et a appelé le peuple de Chine à se défendre. Suite à ces événements, de plus en plus d'occidentaux prennent conscience qu'il est prudent de ne pas sacrifier les Jeux et surtout l'opinion publique internationale. La mouvance aujourd'hui est à vouloir les J.O. et à les prendre comme un moyen médiatique de révéler les violations des droits de l'Homme perpétrées par le régime communiste chinois, en Chine comme dans le reste du monde.

Dernièrement, le parti semble avoir perdu la raison en entendant la déclaration du général Zhu Chen Hu qui brandit la menace nucléaire : « Si les Etats-Unis envoient des troupes pour

protéger Taïwan, je détruirai 200 villes américaines par le feu nucléaire. » Le parti communiste a souvent utilisé ce type de slogan lorsqu'il se sent en péril.

Cette fois, les gouvernements occidentaux ont vu en face d'eux la vague rouge communiste. Les étudiants chinois sont utilisés par le parti pour diffuser de bonnes nouvelles du pays, ils sont complètement immergés dans la culture du parti et d'autres sont payés pour mentir face aux médias internationaux. Cela se remarque nettement par leurs réponses, plus que douteuses et qui dévoilent la preuve de la manipulation des esprits et du manque flagrant d'information.

Le parti infiltre même des agents dans les médias étrangers. Il les soudoie pour contrôler au mieux les informations diffusées à leur propos. Seuls les médias indépendants arrivent à donner une information libre mais au prix de menaces incessantes. Cette fois la crise du Tibet n'a pu être cachée à la face du monde et détruit de plus en plus les illusions que l'on peut encore avoir sur ce parti malveillant.

Pascal HARTMAN

# RÉACTIONS ANTI-FRANÇAISES EN GUISE DE RÉPONSE À L'APPEL AUX DROITS DE L'HOMME

## Ce qui a déclenché les protestations chinoises

Le passage chaotique de la Flamme Olympique à Paris a déclenché une manifestation de nationalisme en Chine. Alors que les Français s'étaient pressés sur le passage de la Flamme pour demander la libération du Tibet, le gouvernement chinois a quant à lui provoqué des manifestations anti-françaises et initié le boycott des grandes surfaces Carrefour. Contrairement à ce qu'on pourrait croire ces événements n'étaient pas spontanés mais orchestrés par le régime.

## Des manifestations temporairement autorisées

Dans un pays où la loi interdit de manifester et de faire grève, le régime chinois change les règles du jeu quand ça l'arrange. Il a été à l'initiative des manifestations anti-françaises, des actions de représailles qui sont la transposition sur la scène internationale de ce qui se passe depuis plusieurs décennies à l'intérieur du pays.

Tandis que l'Occident appelle la Chine à dialoguer sur la question du Tibet, elle s'enfonce soit dans le mutisme soit dans l'agressivité féroce. Cette fois, la Chine a choisi l'agressivité et la menace. On y a vu des Chinois sur la défensive, résolu à défendre leur nation mais sans réflexion ni argument solide. Ce qui sous-tend que ces mouvements de défense ont été lancés par les autorités chinoises elles-mêmes. Enrôler le peuple dans le nationalisme est la tactique du PCC pour éviter que le peuple ne s'éveille aux élans de solidarité mondiale et qu'il ne se rebelle contre son propre régime.

Lorsque ces défenseurs acharnés du Parti étaient questionnés, ils niaient ou bien occultaient systématiquement les crimes perpétrés par le PCC à l'encontre des Tibétains, des pratiquants de Falun Gong, des chrétiens ou des musulmans ouïghours. Un des arguments entendus est que le PCC a permis le développement du Tibet par la construction de routes ou du réseau d'électricité. Si c'est vrai, les meurtres des moines tibétains par l'armée chinoise est-il le prix à payer ? Combien de temps les Tibétains continueront ainsi de le payer ? Sans

parler des régions comme le Tibet ou le Xinjiang dont le statut fait l'objet de dissension, peut-on admettre que le régime torture et lave le cerveau de ses propres citoyens qui font le choix de pratiquer l'authenticité, la bienveillance et la tolérance enseignées dans le Falun Gong ?

## Revirement de situation par peur de perdre les rênes

Si le peuple chinois s'est vu autorisé de manifester, ce n'est pas pour n'importe quelle raison et cela aura été de courte durée. Lors de ces manifestations il s'agissait de défendre la Chine. Après ces quelques jours de manifestations manipulées par le régime, les autorités ont craint que les esprits échauffés se rebellent contre le PCC lui-même. Le régime communiste a alors repris son règne de sa main de fer et ne tolère désormais plus les agitations. Les professeurs d'université ont révélé avoir reçu unanimement une directive du régime leur demandant d'interdire aux étudiants de participer aux manifestations. Aujourd'hui, les étudiants comme le reste de la population sont à nouveau interdits d'exprimer leur opinion, même celle de défendre le régime.

## La Chine menace la France par le Boycott de Carrefour

L'appel a été largement suivi, en manifestations mais aussi par le boycott de Carrefour, le géant français de la grande distribution qui est implanté dans plusieurs villes de Chine. De nombreux Chinois ont reçu des messages SMS les incitant à ne

pas acheter les produits de Carrefour. Ces messages étaient envoyés automatiquement par des numéros sans abonnés, une forme de propagande courante en Chine. Au risque de dégrader ses relations avec un géant de la distribution, le gouvernement communiste a initié ce boycott de Carrefour mais il semble ne pas avoir réalisé que cela a fait du tort non pas au distributeur français mais presque exclusivement aux fournisseurs locaux de Carrefour, qui sont en grande majorité... chinois. En effet, le contrat passé entre le distributeur Carrefour et ses fournisseurs prévoit le retour de la marchandise invendue. Les fournisseurs ont naturellement reçu des demandes de Carrefour pour récupérer leurs marchandises. C'est une perte pour eux, en particulier pour les maraîchers et autres fournisseurs de produits frais, qui se périment le plus rapidement. Étant donné que les ressources des fournisseurs sont étroitement liées aux activités du distributeur, le boycott ne touchera donc pas tellement le distributeur, qui enregistrera seulement une baisse ponctuelle de ses ventes, mais la perte pèsera sensiblement du côté des fournisseurs. Finalement, ce boycott est une mesure qui n'aura pas touché la France mais les Chinois eux-mêmes.

## Manifestations prochinoises en occident

En occident des manifestations se sont également tenues en faveur du régime communiste chinois par réaction aux nombreuses manifestations protibétaines. Ces étudiants chinois

étaient-ils volontaires ou bien manipulés ? D'après Liu Wei, Président de la Fédération chinoise des étudiants de la ville de Manchester, au Royaume-Uni en 1998 et 1999, les étudiants chinois sont manipulés par les associations d'étudiants qui défendent le PCC à l'étranger et de cette manière sont indirectement contrôlés par le PCC. « Les responsables des associations estudiantines sont nommés par le département de l'Éducation de l'Ambassade de Chine ou par le service de l'Éducation des Consulats chinois. Le département de l'Éducation réunit régulièrement ces responsables. Les fonctionnaires confient les tâches politiques exigées par le PCC aux étudiants hors de Chine pour divulguer sa politique intérieure à l'étranger », explique Liu Wei. La plupart de ces étudiants n'ont pas conscience de l'influence qu'exerce sur eux le régime, d'une part parce que le lien entre eux et le PCC n'est pas direct et d'autre part parce qu'ils n'ont pas fait l'exercice de la liberté d'opinion et d'expression. En effet, leur entourage familial ne leur montre pas de modèles pouvant les amener à réfléchir sur la politique du PCC. La peur des réprimandes du régime a pour conséquence la soumission totale de ces citoyens. Même en vivant à l'étranger, les douleurs et les peurs des familles se transmettent. Ce sont plusieurs générations qui se retrouvent prisonnières d'un enfermement de la pensée qui serait de ne jamais s'opposer au PCC, par crainte des représailles.

C. L.

## QUELQUES CAS DE PERSECUTIONS

C'est le cas du Tibet, envahi par la Chine communiste qui tente de l'indexer au Continent. L'armée chinoise présente au Tibet torture et tue les moines bouddhistes dans le but de faire renoncer le pays à sa pratique spirituelle. Le mandarin est la langue imposée pour faire disparaître progressivement la langue tibétaine, transmise par les ancêtres et porteuse de culture. L'armée chinoise s'en prend également à son propre peuple lorsqu'elle persécute les pratiquants du Falun Gong ou encore les musulmans ouïghours. Il n'y a aucune croyance qui n'échappe au régime qui les persécute systématiquement. Seule une croyance exclusive et totale dans le Parti communiste est acceptée.

## À PROPOS DES J.O.

Quelle récompense donne-t-on au PCC en lui attribuant les J.O. ? Les conséquences de l'organisation des J.O. par Pékin sont très préoccupantes aux yeux des associations humanitaires. La tenue des Jeux en Chine provoquera un enrichissement considérable du régime communiste. Ce régime dictatorial a même nommé ses « cinq poisons » : le Falun Gong, Taïwan, le Tibet, les Ouïghours et les dissidents démocrates. La priorité du régime est l'éradication de son ennemi numéro 1 : le Falun Gong. Le PCC au pouvoir utilise la répression pour arriver à ses fins. L'argent des J.O. sera mis au profit de sa politique répressive à l'égard de tout ce qu'il catégorise de dissident.

## Pourquoi la tenue des J.O. en Chine est-elle décriée ?

Les Jeux Olympiques qui devraient avoir lieu en août prochain, à Pékin, sont critiqués dans de nombreux pays occidentaux par ceux qui exigent le respect des droits de l'homme par la Chine. La critique porte sur le fait que la Chine ne respecte pas du tout les droits de l'homme alors que les Jeux Olympiques portent et véhiculent les valeurs de tolérance et de paix entre les peuples. Il y a une réelle contradiction dans le fait que la Chine soit le pays hôte d'un tel événement. Mais au-delà des considérations éthiques, c'est l'aspect économique qui remet en question l'accueil des J.O. qui rendra possible l'enrichissement de la dictature de Chine, où toute croyance autre qu'en le PCC est systématiquement condamnée.

La Chine va à l'encontre des droits de l'homme les plus fondamentaux en délogeant des citoyens et en démolissant leur maison pour la construction des stades olympiques. Si la Chine ne permet pas les droits de l'homme dans son pays elle ne les soutient pas non plus dans le reste du monde en étant impliquée dans l'armement du Soudan et du Zimbabwe.



*Campagne de Reporters Sans Frontières à un an des Jeux Olympiques de Pékin pour protester contre la tenue des J.O. en Chine à cause des nombreux journalistes et "cyber-dissidents" emprisonnés dans ce pays. Le gouvernement chinois avait promis en 2001, lors de l'attribution des J.O. d'été en 2008 à Pékin, d'améliorer la situation relative aux droits de l'homme dans le pays. RSF avait commencé une campagne de protestation qu'il avait interrompu face aux pressions et promesses du gouvernement chinois. Alors que les nombreux journalistes et cyber-dissidents n'ont pas été relâchés, RSF a donc repris fermement sa campagne visant à informer la population de ce que représentent l'organisation des J.O. sous un tel régime.*

## MISSION DE LA FIJC

Puisque les droits de l'Homme sont universels, ils ne s'arrêtent pas aux frontières d'un pays. Les membres de la Fédération Internationale pour la Justice en Chine (FIJC) s'unissent dans leur but commun qui est de défendre et faire respecter les droits de l'Homme fondamentaux, en Chine, pour que la dignité de toute vie puisse y être garantie, de manifester notre humanité commune, et d'être le porte-parole de ceux qui ne peuvent plus parler – les opprimés et victimes de conflits ou d'injustice.

La FIJC réunit à la fois des ONG, des associations et des personnes physiques.

La première fonction de la FIJC est de dénoncer les persécutions perpétrées par le régime communiste de Chine, violant les droits de l'homme universels et la constitution chinoise elle-même.

Beaucoup de gens dans le monde se sentent concernés par le manque d'amélioration des droits de l'homme en Chine. Malgré leurs promesses les officiels du gouvernement chinois n'ont pas considéré sérieusement le développement des droits et libertés fondamentaux.

La FIJC cherche à soutenir et renforcer les droits fondamentaux de l'Homme en Chine, d'obtenir que le régime chinois tienne sa promesse d'améliorer les droits de l'homme et

de garantir la dignité de toute vie.

Nous centrons notre attention sur la Chine car le régime communiste a perdu ses repères moraux ; le régime communiste s'est placé lui-même comme la plus grande puissance, comme l'arbitre du bien et du mal : le bien c'est d'être d'accord avec le Parti communiste chinois (PCC). En posant ce principe maladroit qui place le Parti avant tout et une toute-puissance, la vérité ou même l'idée de justice devient fausse. Alors le PCC s'est placé lui-même à la position où il ne peut pas se corriger lui-même. Seule une contribution externe peut le faire.

La FIJC cherche à tirer le meilleur parti de ses informations qualifiées et systématiquement vérifiées. Ces outils

représentent un instrument important, non seulement pour sensibiliser les opinions nationales et internationales, mais également pour soutenir l'action des victimes et des défenseurs des droits de l'Homme sur le terrain.

Le respect de la liberté d'expression et de création est essentiel. La mobilisation croissante de la société civile pour l'amélioration des droits de l'Homme s'accompagne malheureusement, en Chine, d'une intensification de la répression contre leurs militants. La FIJC soutient, protège les défenseurs des droits de l'homme et mobilise la communauté internationale pour faire reconnaître leur rôle.

La FIJC utilise l'ensemble des

mécanismes régionaux, nationaux et internationaux de lutte contre l'impunité, comme autant d'outils de réponse aux droits à la vérité, à la justice et à réparation. La FIJC s'associe aux médias pour que la vérité puisse être sue et comprise, pour pouvoir communiquer avec les gouvernements et ONG dans le but de sauver les victimes.

La FIJC a son siège à Paris où il a été procédé à la déclaration de la fédération dite "Fédération Internationale pour la Justice en Chine" conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi du 1er juillet 1901 et de l'article 1er de son décret d'application du 16 août 1901.